



EURO-MEDITERRANEAN HUMAN RIGHTS NETWORK
RÉSEAU EURO-MÉDITERRANÉEN DES DROITS DE L'HOMME

الشبكة الأوروبية - المتوسطية لحقوق الإنسان

ANNEXES

Guide pratique pour les professionnels/professionnelles des médias couvrant les transitions politiques dans le monde arabe



2012 | Où sont les
FEMMES ?

Copenhague – septembre 2013
RÉSEAU EURO-MÉDITERRANÉEN DES DROITS DE L'HOMME
Vestergade 16 - 1456 Copenhague K – Danemark
Téléphone : + 45 32 64 17 00 - **Télécopie :** + 45 32 64 17 02
E-mail: info@euromedrights.net
Site Internet: <http://www.euromedrights.org>

© Copyright 2013 Réseau euro-méditerranéen des droits de l'homme

Informations bibliographiques

Titre : Annexes au guide « Où sont les femmes? »
Guide pratique pour les professionnels/professionnelles des médias couvrant les transitions politiques dans le monde arabe

Auteurs : Lesley Abdela, Rula Asad et Alaa Murabit

Éditeurs : Marit Floe Jorgensen, Lina Alqurah et Hayet Zeghiche

Auteur collectif : Réseau euro-méditerranéen des droits de l'homme (REMDH)

Principaux contributeurs : Groupe de Travail sur l'égalité de genre et les droits des femmes du Réseau euro-méditerranéen des droits de l'homme (REMDH)

Publication : Réseau euro-méditerranéen des droits de l'homme (REMDH)

Date de première publication : septembre 2013

Pages : 39

ISBN : 978-87-92990-14-3

Langue originale : Anglais

Traduction en arabe : Aiman Haddad

Traduction en français : Lise Pomier

Relecture : Marit Floe Jorgensen, Lina Alqurah, Hayet Zeghiche, Sarah Tal, Susanna Fridlund et Fernne Brennan

Mise en page : Sarah Raga'ei (Studio Mostahfazan)

Photos : Photo de couverture par Getty images

Termes de l'index : Femmes / Discrimination fondée sur le genre / Violations fondée sur le genre / l'intégration du genre / Les professionnels / elles des médias / Stéréotypes sexistes / Périodes de transition

Termes géographiques : Pays de la Méditerranée / Afrique du Nord / Moyen-Orient



Ce rapport est publié grâce au généreux soutien de l'Union européenne, AECID (l'Agence espagnole pour la Coopération internationale), DANIDA (l'Agence danoise de développement international) et SIDA (l'Agence suédoise de développement international). Le contenu de ce Rapport appartient au Réseau euro-méditerranéen

des droits de l'Homme et ne peut en aucun cas être perçu comme reflétant la position de l'Union européenne, AECID, DANIDA ou SIDA.

Annexes Au Guide « Où Sont Les FEMMES ? » Guide Pratique Pour Les Professionnels/Professionnelles Des Médias Couvrant Les Transitions Politiques Dans Le Monde Arabe

Le Guide du REMDH intitulé « Où sont les femmes? Guide pratique pour les professionnels/professionnelles des médias couvrant les transitions politiques dans le monde arabe »¹ a été conçu à votre intention, que vous soyez journaliste, rédacteur/trice, blogueur/euse ou producteur/trice de programmes. Ce manuel vous propose une foule d'idées intéressantes, qui vous permettront d'aborder sous un angle nouveau les transitions en cours dans le monde arabe, à la suite des révolutions, des soulèvements et des réformes qui ont commencé en 2011. C'est un excellent outil, qui vous suggérera des approches utiles et des critères respectueux de la dimension genre à prendre en compte lorsque vous préparez un article ou un reportage sur les violations, les gouvernements, les élections ou la constitution. Écrit dans un langage clair et simple, ce guide vous offre des suggestions sur la façon d'élargir vos listes de contacts, et vous indique des ressources intéressantes et des liens grâce auxquels vous pourrez obtenir des contributions très profitables à votre travail médiatique.

Si ce guide, intitulé « *Où sont les femmes ?* », a suscité votre intérêt pour une approche respectueuse du genre, notre espoir est que vous le considériez comme une entrée en matière, un hors-d'œuvre destiné à stimuler votre appétit de connaissances. Les annexes qui suivent ont été conçues pour vous apporter des informations plus complètes, des idées complémentaires et des exemples de travail médiatique et le genre.

L'annexe 1 répond à la question suivante : pourquoi intégrer le genre en période de transition politique?

L'annexe 2 propose une check-list de la représentation des femmes dans les medias en période de transition.

L'annexe 3 met en lumière les stéréotypes les plus répandus dans les médias – et donne des exemples de la meilleure façon de les remettre en question.

L'annexe 4 rappelle les obligations légales en matière de respect de la dimension genre et des droits des femmes dans les médias.

L'annexe 5 offre un bref tour d'horizon de la situation dans certains pays (Tunisie, Egypte, Libye, Syrie) et revient sur le rôle des femmes dans les révolutions, et sur les difficultés auxquelles elles sont confrontées en période de transition.

¹ http://www.euomedrights.org/fra/wp-content/uploads/2012/12/GenderMediaGuide_-FR_30NOV2012.pdf

Pourquoi Intégrer Le Genre En Période De Transition : faire entendre la voix des femmes

[Retour en haut](#)

Le rôle des femmes dans les pays arabes

Après les soulèvements arabes pour la démocratie et les droits de l'Homme, l'absence des femmes dans les discussions peut être considérée comme une censure de facto des médias qui occultent l'opinion de la moitié de la population. Personne ne peut ignorer que les femmes ont joué un rôle majeur dans le « Printemps arabe ». Pourtant, leur participation et leurs points de vue ont été écartés des discussions concernant l'avenir et d'une grande partie de la couverture médiatique.

Quel rôle les femmes ont-elles joué dans les révolutions arabes et les transitions ?

Au mépris des stéréotypes qui les présentaient comme les victimes de patriarcats oppressifs, les femmes ont fait de leur présence un trait marquant des manifestations populaires du réveil arabe, en première ligne comme dans les rôles de soutien. Les femmes ont défilé, scandé des slogans, harangué la foule, organisé des actions, apporté une assistance médicale, collecté des fonds, rédigé des blogs, fait office de porte-parole, passé clandestinement des armes, fait la grève de la faim, protégé leurs hommes et leurs familles, subi des violences, des matraquages, des coups de pied, le viol et la torture. Certaines ont même payé de leur vie leur engagement actif.

Les femmes et les réseaux sociaux

Pendant les soulèvements et la période de transition, les femmes et les hommes ont fait des réseaux sociaux et des blogs une plate-forme de libre parole contre l'oppression et l'injustice. La 7ème édition d'un prix prestigieux, le prix BOBS pour le monde entier, décerné par Radio Deutsche Welle, a été attribué à l'Égyptienne Eman Hashem pour son blog intitulé *La Révolution des violettes*, couvrant des questions portant sur l'Égypte après la révolution. Radio Deutsche Welle a également reconnu comme les meilleurs du monde les blogs suivants : celui de la Syrienne Shireen Al Hayek, intitulé *Chalk*, celui de la journaliste égyptienne Mona Eltahawy sur la politique, la vie et la culture dans le monde arabe, et celui de Lina Ben Mhenni, *Une fille tunisienne*. En français, en arabe et en anglais, Ben Mhenni écrit et s'exprime sur la politique et le militantisme social. Elle a parcouru la Tunisie en tous sens pour couvrir les manifestations, avant de poster sur son blog des photos des morts et des blessés².

Les réseaux sociaux et les téléphones mobiles sont les vecteurs d'une révolution arabe dans la vie et dans la mentalité des femmes. Yorikiri écrit sur son blog : « *L'introduction des téléphones mobiles a été un premier pas décisif – nous pouvions enfin avoir un peu d'intimité dans des familles sous haute surveillance. Mais les réseaux sociaux représentent une percée extraordinaire. Dans une société où les femmes et les hommes sont physiquement et même visuellement séparés, le fait de pouvoir parler en ligne à des hommes, de pouvoir échanger des idées et des photos, est un véritable tsunami sociologique. Combien de temps pourra-t-on demander à des femmes d'obtenir l'autorisation des hommes pour voyager à l'étranger, alors que leurs amis en ligne peuvent se déplacer librement ? Combien de temps pourra-t-on empêcher les femmes de devenir médecin, ou d'exercer un métier prenant,*

2 Samya Ayish Monday, Global Arab Network, 9 mai 2011. www.english.globalarabnetwork.com/2011050910906/Media/arab-women-bloggers-in-the-era-of-transitions-the-power-of-new-Media-at-work.html

parce que cela ne leur laisserait pas assez de temps pour élever leurs enfants et prendre soin de leur mari ? »³.

Pendant la période de transition, les femmes ont utilisé les réseaux sociaux pour sensibiliser l'opinion sur les violences faites aux femmes. La campagne des femmes libyennes contre les violations sexistes (Voice of Libyan Women Psychological Abuse Campaign) a suscité une adhésion phénoménale⁴.

A quels défis les femmes sont-elles confrontées ?

Faire entendre la voix des femmes

« Dans les jours qui ont suivi les révolutions, on sentait un grand intérêt envers les droits des femmes mais, aujourd'hui, c'est à peine s'il est fait mention des droits des femmes et de la participation des femmes. » Rabea Naciri⁵.

Le principal défi pour les femmes ? Faire en sorte que les voix des femmes soient entendues dans les discussions. En cette période post-révolutionnaire où de nombreux pays se focalisent sur les élections, les nouveaux gouvernements, les nouveaux parlements, l'amendement de la législation, y compris les lois sur le statut de la famille, les nouvelles constitutions et les réformes des systèmes de sécurité, il semble, à travers le prisme des médias, que les débats publics et les décisions appartiennent à un domaine « réservé aux hommes ».

Les droits des femmes ont été délibérément assimilés aux anciennes dictatures, de sorte que toute discussion sur le sujet apparaît comme socialement inacceptable. Comme le dit l'avocate Ahlem Belhadj, Présidente de l'Association tunisienne des femmes démocrates : « C'est en partie une réaction à la manière dont le régime antérieur instrumentalisait les droits des femmes, et en partie une concession faite aux islamistes. Il n'y a aucun débat sur les droits des femmes, et certainement pas sur la façon de les faire progresser »⁶.

Au plus fort des révolutions, les hommes et les femmes se sont associés dans la lutte pour la démocratie. Mais une fois les dictateurs démis de leurs fonctions, les hommes ont effacé les femmes du paysage.

3 <http://yorikirii.blogspot.com/2011/05/real-arab-revolution.html>

4 <http://www.youtube.com/watch?v=sMhwf7xFPPo&feature=youtu.be>

5 Rabéa Naciri est une éminente activiste marocaine des droits des femmes et ancienne présidente d'Association Démocratique des Femmes du Maroc.

6 <http://www.aljazeera.com/indepth/features/2011/08/2011181617052432756.html>

Qu'en est-il ?

› Gouvernements de transition et nouveaux gouvernements

Les gouvernements de transition du printemps arabe et les nouveaux gouvernements sont en majorité masculins. Très peu de femmes se sont vu offrir la possibilité d'y participer.

› Le lien s'est renforcé entre la politique et la religion

La victoire écrasante du parti Ennahda au cours des élections en Tunisie, et des Frères musulmans et des salafistes en Egypte, a suscité parmi les femmes la crainte que les droits des femmes et l'égalité hommes-femmes, et notamment la législation sur le statut de la famille, ne subissent les conséquences négatives de cette montée en puissance. Par exemple, la loi sur la polygamie a refait son apparition dans les programmes, après plusieurs années d'absence⁷.

› La parité en politique et pour les élections

En ce qui concerne les élections post-révolutionnaires, la discrimination positive s'est clairement appliquée en faveur des candidats masculins. Les noms des rares candidates aux élections législatives ne figuraient qu'en toute fin de liste de la plupart des partis, leur ôtant toute chance de l'emporter ou bien dans des circonscriptions où elles n'avaient aucune chance de gagner. Si les femmes ne sont pas élues en nombre suffisant, leur voix risque fort de ne pas être entendue au moment de décider des réformes de la Constitution et de la législation qui concernent l'avenir de leur pays.

› Pourquoi inscrire les droits des femmes dans les Constitutions ?

Une fois que les droits des femmes sont garantis par la Constitution, les infractions à ces droits peuvent être portées devant un tribunal. L'un des défis que doit relever chaque pays, c'est d'inscrire les droits des femmes dans la loi. Par exemple, les femmes ne peuvent hériter que de la moitié de ce à quoi un homme a droit. Les maris peuvent divorcer en quelques minutes devant un fonctionnaire. Les femmes doivent subir une longue procédure juridique pour obtenir la même chose. Une femme qui se remarie perd le droit de garde de ses propres enfants.

› Quelles sont les opportunités ?

« Les femmes des nations arabes qui ont fait bon marché de leur sécurité sont les vraies héroïnes. Chacune de ces femmes nous fait comprendre que le changement est possible. Mais ce ne sera pas facile. C'est sans doute le message le plus important du Printemps arabe. Les femmes tentent d'exercer une influence sur le remplacement des responsables des gouvernements corrompus. » Lys Anzia, blogueuse⁸.

7 <http://www.economist.com/node/21532256?frsc=dg%7Ca>

8 Janvier 2012 <http://vitalvoices.org/blog/2012/01/womens-voices-arab-spring-lys-anzia>

Les femmes organisent leur défense. La multiplication des organisations de société civile et des réseaux sociaux offre des occasions de faire progresser l'égalité des genres et les droits des femmes. Les organisations de femmes offrent aussi des sources sans équivalent pour les journalistes qui souhaitent suivre les développements au jour le jour ; elles devraient figurer en bonne place sur les listes de contacts de tous les journalistes.

Un regain de confiance en soi est sensible dans tous les pays arabes, mais il reste à la dissocier de la perception erronée que l'égalité des genres et les droits des femmes relèvent d'un concept étranger et typiquement occidental contraire aux habitudes de pensée de la région.

La Représentation Des Femmes Dans Les Médias En Période De Transition

[Retour en haut](#)

Qui prend les décisions?

En tant que journaliste ou blogueur/euse, vous êtes la personne qui décidez de l'attitude et du contenu des médias. Pourtant, au Moyen-Orient, 10% des articles seulement font entendre la voix des femmes et 2% seulement évoquent des questions d'égalité ou d'inégalité entre les hommes et les femmes⁹.

L'attitude des médias dépend de vos choix dans les domaines suivants :

- ✓ la conception de nouveaux articles
- ✓ ce que vous considérez comme un point important (ou un point sans importance)
- ✓ les personnes que vous interviewez
- ✓ les personnes que vous invitez à votre émission de radio ou de télévision
- ✓ le choix des images qui illustrent vos articles
- ✓ l'emplacement des articles (sur quelle page d'un journal, ou dans quelle rubrique, en ce qui concerne la radio et la télévision)

9 Le projet mondial de monitoring des médias au Moyen-Orient 2010 : http://www.whomakesthenews.org/images/reports_2010/regional/Middle_%20East.pdf

Les Stéréotypes Sexistes Dans Les Médias – Et Comment Les Détrôner

[Retour en haut](#)

Beaucoup de femmes arabes continuent de se plaindre de leur image négative dans les médias traditionnels. Bien trop souvent, disent-elles, les femmes sont présentées comme des « objets », ou comme des « produits de consommation ». Il semble même que l'on assiste à une augmentation des images violentes et pornographiques des femmes. En 2005, le rapport sur le développement des femmes arabes constatait que l'image principale véhiculée par les médias arabes était celle de femmes « produits sexuels » ou objets de désir, suivie par des portraits de femmes plus ou moins considérées comme immorales. Les femmes sont également présentées comme illettrées, dotées d'une capacité intellectuelle limitée, inexpérimentées, matérialistes, opportunistes, faibles ou dépendantes¹⁰.

Un réflexe fréquent des rédacteurs/trices, animateurs/trices d'émission de plateau et autres journalistes est de penser que les « experts » et les leaders d'opinions politiques éminents sont majoritairement des hommes. Il peut arriver que des femmes soient invitées à la radio ou à la télévision, ou dans la presse, en qualité d'expert ou de spécialiste, mais pas suffisamment pour redresser ces préjugés sur les compétences politiques et l'expertise des femmes. Le Global Media Monitoring Project (GMMP) 2010 a étudié le sujet des articles dans les médias du Moyen-Orient. D'après les résultats de cette enquête, il est frappant de constater que 80% des experts invités étaient des hommes, comme presque 90% des porte-parole.

Les images peuvent renforcer les stéréotypes

L'image visuelle des soulèvements en Libye, à en croire le témoignage des journaux et de la télévision, tournait essentiellement autour du thème d'insurgés machos perchés sur des chars de combat avec des fusils et des lance-grenades. Cette iconographie de révolution exclusivement masculine s'est poursuivie pendant la période de transition. Mais en réalité, les femmes libyennes ont joué dans la révolution des rôles multiples.

Sans le vouloir, ce dessin humoristique et son phylactère (« *Quelqu'un saurait comment bricoler un Etat ?* ») laissent entendre que les hommes sont les seuls capables de définir les futures institutions¹¹.

Les stéréotypes dans les médias au Moyen-Orient

Le GMMP a étudié la représentation des hommes et des femmes dans les médias du monde entier, en se fondant sur un échantillon aléatoire à une date donnée. En 2010, 108 pays au total ont participé à l'enquête intitulée « *Who Makes the News?* ». L'ACT Egypte (Appropriate Communication Techniques for Development) et la CEOSS (Coptic Evangelical Organisation for Social Services) ont collaboré à la coordination de la participation au GMMP 2010. Les conclusions de ce projet démontrent que la plus grande partie des nouvelles diffusées au Moyen-Orient renforce les stéréotypes liés au genre.



© Chappatte dans "International Herald Tribune" - www.globecartoon.com

¹⁰ Les médias arabes dans la perspective genre : La publication reprend les résultats des trois rapports publiés entre 1995 et 2005. http://www.cawtar.org/evenement_details.php?code=16&evenement=8&page=1

¹¹ http://monde-arabe.arte.tv/en/patrick-chappatte-free-libya-3/chappatte_article-3/

81% des articles confortaient les stéréotypes, 14% ne soutenaient ni ne remettaient en question les stéréotypes, et seuls 4% les combattait. Les principaux domaines où fleurissent les stéréotypes liés au genre sont l'économie (83%), la politique/le gouvernement (81%), la criminalité/la violence (78%) et le domaine social/juridique (72%)¹².

Remettre en cause les stéréotypes

Commencez par examiner votre propre organisation.

Qui contrôle l'actualité, les affaires courantes et la ligne politique dans votre entreprise de presse?

Qui décide du contenu? Quelles sont les priorités de *cet homme*? Ou de *cette femme*?

Les femmes et les hommes ont-ils le même pouvoir de décision au sein de votre journal/publication/chaîne de télévision ou de radio? 33% des reporters d'actualité au Moyen-Orient sont des femmes. Selon le GMMP, les nouvelles proposées par les femmes journalistes ont beaucoup plus de chance de remettre en cause les stéréotypes que celles de leurs collègues masculins¹³.

Quel rôle jouent les médias ?

Les médias peuvent être le catalyseur d'une image positive des femmes

Des photos spectaculaires, dans les médias et sur les réseaux sociaux, montraient des femmes de tous les âges dans des costumes divers, qui participaient à des défilés et à des manifestations pour un changement de régime, la fin de la répression et la libération de leurs proches. Sur les blogs, sur Facebook, à la radio ou à la télévision, dans la presse, le monde entier voyait et entendait des femmes qui haranguaient les foules, soignaient les blessés, prodiguaient des soins et apportaient de la nourriture et des médicaments aux insurgés des sit-in au Caire ou aux combattants rebelles en Libye, en Tunisie et dans les rues de Syrie.

Les médias peuvent véhiculer des perceptions déformées et rétrécir le champ de vision

De nombreux rédacteurs/trices et journalistes travaillent dans des contextes où les stéréotypes ont la vie dure.

¹² http://www.whomakesthenews.org/images/reports_2010/regional/Middle_%20East.pdf

¹³ http://www.whomakesthenews.org/images/reports_2010/regional/Middle_%20East.pdf

Les services de propagande des gouvernements et les mouvements politiques liés à des groupes religieux extrémistes ont utilisé les stéréotypes habituels pour enflammer l'opinion et dénigrer les femmes. Quelques médias et quelques blogs et sites extrémistes ont incité à la violence et au harcèlement contre les manifestantes, et stigmatisé les femmes qui refusaient de se soumettre à certains codes de conduite ou codes vestimentaires. Dans la course aux élections, les femmes de progrès sont devenues des cibles faciles de ridicule ou de violence (sexuelle). (Dans le camp adverse, les médias libéraux présentent de façon stéréotypée les femmes qui avaient choisi de soutenir les groupes politiques islamistes).

Les stéréotypes peuvent être des armes dangereuses, et pas seulement dans les médias. En mai 2011, un général égyptien a tenté de justifier les tests de virginité imposés aux manifestantes en faisant d'elles un groupe indigne, dans une certaine mesure, du respect dû aux autres femmes. En des termes à la fois révélateurs et inquiétants, ce général a affirmé : « *Ces filles détenues ne sont pas comme votre fille ou la mienne. Ce sont des filles qui, sur la place Tahrir, ont campé sous des tentes avec des manifestants* »¹⁴.

Les médias peuvent faire disparaître les femmes comme par magie

Ce qui fait du tort aux femmes, ce n'est pas toujours de transmettre des préjugés. *L'absence totale de couverture* peut être tout aussi dommageable.

L'exemple de la Tunisie – les médias rendent les femmes invisibles dans la transition

Faiza Skandrani, fondatrice du groupe de société civile post-révolutionnaire « Égalité et Parité », affirme que les militantes des droits des femmes doivent faire face à un retour de bâton conservateur, qui interdit tout rapport constructif avec les médias. « *Il est très difficile, pour nous les femmes, de faire entendre notre voix, que ce soit à la télévision ou à la radio* »¹⁵.

14 <http://www.economist.com/node/21532256>

15 <http://www.aljazeera.com/indepth/features/2011/08/2011181617052432756.html>

Question: Comment les médias peuvent-ils soutenir et renforcer le rôle des femmes en période de transition ?

Assurer la visibilité des femmes est un bon début.

Lorsque des journalistes et des blogueurs/euses font passer des messages sur la participation politique, les droits fondamentaux des femmes, la violence sexiste et la justice sociale, ces questions sont mieux comprises, mieux acceptées et mieux traitées dans les débats publics qui contribuent à réaliser un objectif général, celui du développement, des droits de l'homme et de la démocratie. Les médias peuvent soutenir et renforcer le rôle des femmes en période de transition en intégrant les femmes dans le traitement de toutes les questions politiques de la transition. Et aussi, quand elles sont absentes, en demandant : « *Où sont donc passées les femmes?* ».

Sous le titre « *Où sont passées les femmes ?* », le journaliste Tangi Salaün a parlé des élections au Parlement égyptien en 2011. Il a écrit : « *La répartition des sièges issue du vote proportionnel permettra sans nul doute à quelques femmes de siéger à l'Assemblée, mais de façon marginale. Aucun parti n'a cru bon d'inclure plus d'une ou deux femmes (le quota obligatoire) sur ses listes électorales, et pas toujours en position d'être élues. On aurait pu penser que la révolution (à laquelle les femmes ont participé en grand nombre, et souvent en première ligne) aurait modifié l'image des femmes. C'était faux ! Même les plus jeunes n'ont pas été en mesure de saisir cette occasion. Dès la première réunion qui a suivi la chute d'Hosni Moubarak, les femmes ont été tenues éloignées des plates-formes et du processus de décision, à l'indignation de toutes celles qui avaient combattu pour une véritable égalité* »¹⁶.

Reconnaître et saluer les rôles multiples des femmes

« **Le rôle de la femmes en Libye ? Elle est musulmane, mère, femme soldat, manifestante, journaliste, bénévole, citoyenne** ». Ce titre, lu dans un journal d'opposition, rendait justice aux femmes pour les rôles multiples qu'elles ont joués pendant le soulèvement contre Kadhafi. Les médias peuvent contribuer à saluer et à reconnaître en termes positifs la multiplicité des rôles assumés par les femmes. Dans les périodes de révolution et de conflit, les rôles respectifs des hommes et des femmes se trouvent rapidement modifiés.

En bref : Comment les rôles ont changé pendant les soulèvements

- › Les femmes sont devenues leaders dans les campagnes en faveur de la paix et de la démocratie, et dans les organisations de terrain, ainsi que porte-parole

- › Les femmes sont devenues des combattantes et ont exercé des fonctions essentielles de soutien pendant les soulèvements (par exemple fournitures et soins médicaux, collectes de fonds, sources de renseignements, communications, mobilisation, transport clandestin de munitions)

- › Les femmes sont devenues chefs de famille, et ont eu pour mission de pourvoir et de protéger

- › Les hommes sont devenus des combattants et sont partis se battre

- › Les hommes ou les femmes ont été obligés de soigner des membres de leur famille qui avaient été blessés

- › Les femmes/les hommes sont devenus socialement et économiquement dépendants d'ex-combattants

- › Les femmes ont assumé des tâches naguère accomplies par des hommes

- › Les femmes et les hommes sont devenus migrants et réfugiés

- › Des femmes et des hommes ont perdu leur mari/leur femme

- › Des hommes et des femmes ont été torturés/violés

Engagements Légaux En Matière De Respect De La Dimension Genre Et Des Droits Des Femmes Dans Les Médias

[Retour en haut](#)

Bien qu'on ne le sache pas toujours assez, il existe des engagements, au plan international et régional, en faveur de l'égalité hommes-femmes dans les médias.

Engagements internationaux et régionaux relatifs à l'égalité hommes-femmes dans les médias

Au Plan International

› *Convention de l'ONU sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW)*

L'article 5 de la Convention relatif aux stéréotypes et préjugés sexistes stipule que :

« des mesures appropriées doivent être prises pour modifier les schémas et modèles de comportement socioculturel de l'homme et de la femme en vue de parvenir à l'élimination des préjugés et des pratiques coutumières, ou de tout autre type, qui sont fondés sur l'idée de l'infériorité ou de la supériorité de l'un ou de l'autre sexe ou d'un rôle stéréotypé des hommes et des femmes »¹⁷.

› *La Plate-forme d'action de Beijing, 1995*¹⁸

La Plate-forme des Nations Unies de Beijing (qui a fait l'objet d'un accord des Etats membres à la 4e Conférence sur les femmes à Pékin) reconnaît les femmes et les médias comme l'un des 12 domaines de préoccupation majeurs. La Plate-forme d'action de Beijing rappelle que les stéréotypes sexistes dans la publicité et les médias sont l'un des facteurs qui influencent négativement les attitudes relatives à l'égalité entre les hommes et les femmes. Elle souligne le rôle important que doivent jouer les médias en matière d'éducation et de directives responsables¹⁹.

Au Plan Régional

› *Le Processus d'Istanbul-Marrakech*

Les ministres du Partenariat euro-méditerranéen se sont réunis à Istanbul en 2006, à l'occasion de la Conférence ministérielle sur le renforcement

¹⁷ <http://www.un.org/fr/women/cedaw/convention.shtml>

¹⁸ Et la résolution du 10 juin 2000 qui lui fait suite. Outre une déclaration politique, le document présente les nouvelles actions et initiatives nécessaires à l'application de la plate-forme de Beijing;
<http://www.un.org/News/Press/docs/2000/20000610.ga9725.doc.html>

¹⁹ <http://www.un.org/womenwatch/daw/beijing/pdf/BDPfA%20E.pdf> page 99

du rôle des femmes dans la société, et ont adopté les Conclusions d'Istanbul²⁰. Lors de la Seconde Conférence ministérielle, organisée à Marrakech en 2009, ils ont réaffirmé leurs engagements et adopté les Conclusions de Marrakech. On peut y lire ceci :

« La participation égale des femmes et des hommes dans toutes les sphères de la société est un élément crucial de la démocratie. Ce n'est que par l'inclusion de tous et par des actions résolues que les femmes de la région euro-méditerranéenne parviendront à réaliser leurs ambitions et leurs aspirations et, partant, à contribuer à la création d'un espace commun de paix, de stabilité et de prospérité partagée dans cette région. Cet objectif, fondé notamment sur la démocratie, le respect des droits de l'Homme et le développement durable, ne pourra être atteint qu'en garantissant à toutes les femmes la pleine jouissance de leurs droits fondamentaux ».

Le processus confirme l'engagement des partenaires à adopter des mesures permettant de réaliser l'égalité des genre, en prévenant toutes les formes de discrimination et en garantissant la protection des droits de femmes. En outre, les partenaires ont renouvelé leur ferme volonté :

- de combattre les stéréotypes sexistes sous toutes leurs formes
- de garantir un accès égal à l'éducation et à la formation professionnelle, y compris dans le domaine des nouvelles technologies de l'information
- de promouvoir dans les médias une image des femmes et des hommes qui soit équilibrée et dénuée de stéréotypes
- de promouvoir la participation des femmes dans le dialogue entre les cultures et les échanges culturels²¹.

1) **La Politique européenne de voisinage**

La Politique européenne de voisinage (PEV) a été développée en 2004, dans l'intention de renforcer la prospérité, la stabilité et la sécurité de tous. Le cadre de la PEV concerne 16 des plus proches voisins de l'UE dont l'Algérie, Israël, la Jordanie, le Liban, la Libye, le Maroc, la Syrie et la Tunisie. Le programme d'égalité hommes-femmes financé par l'UE a permis de rédiger un guide pratique sur « les femmes et les médias dans la région euro-méditerranéenne », visant à améliorer l'image des femmes dans les médias de la région. Ce guide, disponible en anglais, en français et en arabe, a pour objet de renforcer la capacité des médias à promouvoir une image équitable des femmes, dégagée de tout stéréotype, dans les médias de la région euro-méditerranéenne. Il regroupe des références arabes et euro-méditerranéennes sur l'égalité des hommes et des femmes²².

L'action De L'UE En Matière De Législation

L'obligation d'intégrer la dimension genre, stipulée par le Traité de Lisbonne (entré en vigueur le 1er décembre 2009), devrait être pleinement mise en œuvre dans toutes les politiques et tous les programmes européens relatifs aux médias et à la société de l'information. La *Directive*

20 http://eeas.europa.eu/euromed/women/docs/conclusions_1106.pdf

21 http://eeas.europa.eu/euromed/women/docs/2009_11_conference_en.pdf, Articles 1, 4 and 24. Paragraph iii

22 http://www.enpi-info.eu/mainmed.php?id=497&id_type=9&lang_id=469

relative aux services audiovisuels interdit toute discrimination fondée sur le sexe, l'origine ethnique ou la race, la nationalité, la religion ou les croyances, le handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle, dans les communications de type commercial, qu'elles soient en ligne (diffusion) ou non (vidéo à la demande)²³.

Au Plan National

Il peut également exister des plans d'action relatifs à l'égalité hommes-femmes et/ou aux stéréotypes dans les médias, auxquels on peut se référer.

23 Action "En finir avec les stéréotypes de genre dans les médias": voir http://ec.europa.eu/justice/gender-equality/files/opinions_advisory_committee/2010_12_opinion_on_breaking_gender_stereotypes_in_the_media_en.pdf. Directive 2010/13/EU du Parlement européen et du Conseil en date du 10 mars 2010 visant à la coordination de certaines dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres relatives à la fourniture de services de médias audiovisuels (Directive sur les services de médias audiovisuels). Voir le texte présentant de l'intérêt pour l'EEE à l'adresse: <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2010:095:0001:01:EN:HTML>

Bref Tour D'Horizon : Les Femmes Dans Les Révolutions Et Les Défis à Relever – Par Pays

[Retour en haut](#)

Les femmes dans la révolution

La Tunisie d'avant la révolution était perçue comme le chef de file des droits des femmes dans la région. La polygamie était interdite par la loi, les femmes avaient les mêmes droits que les hommes en cas de divorce, l'avortement était légal et les deux tiers des élèves de l'université étaient des étudiantes. Un quota minimal de 25% de femmes au Parlement avait été établi.

Malgré ces droits légaux, les femmes ont subi sous la dictature les mêmes craintes et la même oppression que les hommes. Dès le début, les femmes se sont investies aux côtés des hommes dans le soulèvement qui a mis fin à la domination de Zine El-Abidine Ben Ali. Leur rôle important n'a toutefois reçu qu'une faible couverture médiatique.

En janvier 2011, un article paru dans Muslimah Media Watch observait que les Médias faisaient à peine mention des femmes qui avaient pris part aux mouvements de protestation en Tunisie, et des victimes de la riposte des forces de sécurité, telle la femme tuée par balle à Nabeul²⁴.

Un blogueur libanais a noté le contraste avec la Révolution du Cèdre, au Liban, dans laquelle les portraits de jeunes femmes progressistes étaient devenus des symboles. Il s'est étonné du peu d'importance que la révolution tunisienne a accordé à la publication d'images de femmes « libérées ».

En avril 2011, le Conseil national pour la protection de la révolution, un organe créé pour superviser le processus de transition, a annoncé que 50% des candidats proposés par chaque parti devraient être des femmes. Près de 45% des 3,8 millions de Tunisiens qui se sont inscrits sur les listes électorales étaient de femmes. Plus de la moitié des 1,7 millions de femmes inscrites avaient entre 21 et 30 ans²⁵.

La transition en Tunisie – les principaux défis

Les élections d'octobre 2011 n'ont pas répondu aux attentes élevées des femmes en matière de parité. La proportion de femmes élues est passée de 26,3% avant la révolution à 22% après. 49 femmes ont été élues à l'Assemblée constituante qui comporte 217 sièges²⁶.

24 <http://www.patheos.com/blogs/mmw/2011/01/women-in-tunisia-revolution/>

25 Article par Yasmine Ryan, Al Jazeera, 11 Août 2011 : <http://www.aljazeera.com/indepth/features/2011/08/201181617052432756.html>, Suivez Yasmine Ryan sur Twitter: <https://twitter.com/yasmineryan>

26 <http://www.aljazeera.com/indepth/features/2011/08/201181617052432756.html>

Les femmes redoutent que les droits acquis au cours des cinq dernières décennies soient emportés par la vague de conservatisme social qui a déclenché un débat sur des sujets restés longtemps tabous comme le statut de la famille, la polygamie et l'argument selon lequel les femmes doivent rester à la maison pour résoudre le problème du chômage. Le parti islamiste Ennahda a gagné les élections avec plus de 41% des voix. L'avocate Bouchra Bel Haj Hamida est préoccupée par le discours d'Ennahda dans ses outils de communication, tel le journal officiel du parti, al-Fajr, ou dans les médias en général. D'après elle, « une partie de ce discours consiste à calomnier les modernistes et les libéraux »²⁷.

Le gouvernement de coalition conduit par Ennahda a promis de ne pas imposer de règles islamiques strictes à l'ensemble de la société ; toutefois, les salafistes ultra-conservateurs ont exercé des pressions sur plusieurs universités du pays avec des exigences. On peut citer l'exemple de la faculté des Lettres, des Arts et des Humanités de l'université de Manouba, au nord de Tunis, où un groupe d'étudiants salafistes a organisé un sit-in pendant plus d'un mois pour demander la séparation des hommes et des femmes dans les amphithéâtres, une salle de prière, et le droit pour les femmes de porter le niqab²⁸.

La violence fondée sur le genre

Depuis que le parti islamiste Ennahda est arrivé au pouvoir, après la révolution de 2011, de nombreux observateurs, y compris des groupes de défense des droits des femmes, ont dénoncé le harcèlement des femmes par la police²⁹. En septembre 2012, une femme a été violée dans une voiture par deux policiers à Tunis, tandis qu'un troisième policier essayait d'extorquer de l'argent à son fiancé. Lorsqu'ils ont porté plainte contre les policiers, qui ont été arrêtés et inculpés de viol et d'extorsion de fonds, la jeune femme et son fiancé ont été accusés de conduite indécente par ces mêmes policiers³⁰.

L'affaire a provoqué l'indignation du public, et les groupes tunisiens de société civile, y compris des ONG et des figures de l'opposition, ont condamné l'attitude de la police. Plusieurs ONG, dont l'Association tunisienne des Femmes démocrates et la Ligue tunisienne des Droits de l'Homme, ont estimé que l'accusation d'attentat à la pudeur était une façon de « transformer la victime en accusée », et se sont interrogées sur le « sérieux de l'engagement du gouvernement à appliquer le plan national de lutte contre la violence à l'égard des femmes ». Condamnant elle aussi les actes de la police, une coalition des partis d'opposition de gauche a appelé au vote d'une loi visant à « protéger les Tunisiens et les Tunisiennes contre toutes les formes de violences physiques, morales et sexuelles »³¹. Le président tunisien Moncef Marzouki a répondu à cette tempête de protestations en présentant à la jeune femme les excuses officielles du gouvernement³².

27 <http://saltspringnews.com/index.php?name=News&file=article&sid=21884>

28 <http://english.ahram.org.eg/NewsContent/2/8/30911/World/Region/Tunisian-universities-face-pressure-from-salafists.aspx>; <http://english.ahram.org.eg/NewsContent/2/8/31065/World/Region/Police-brake-up-Salafist-sit-in-at-Tunisias-Manouba.aspx>

29 http://www.lemonde.fr/tunisie/article/2012/10/02/violee-par-des-policiers-une-tunisienne-risque-d-etre-jugee-pour-atteinte-a-la-pudeur_1768888_1466522.html

30 <http://www.amnesty.org/en/news/tunisia-woman-allegedly-raped-police-may-face-jail-time-2012-09-27>

31 <http://english.ahram.org.eg/NewsContentPrint/2/0/54859/World/0/President-Marzouki-apologises-to-Tunisian-woman-ra.aspx>

32 <http://www.bbc.co.uk/news/world-africa-19846926>

Les femmes dans la révolution

« Nous avons tout fait; Il n'y avait pas de différence entre les hommes et les femmes. Nous étions là ensemble, à jeter des pierres, à enlever les cadavres », Asmaa Mahfouz, militante égyptienne³³.

« En tant que femme sur la place Tahrir, j'ai eu vraiment l'impression d'être dans un nouveau pays, une nouvelle Égypte. J'ai défilé parmi des milliers d'hommes, et pas une fois je n'ai été harcelée ou menacée de quelque façon que ce soit. Certaines femmes venaient seules, d'autres avec des amies, et d'autres encore avec leur mari et leurs enfants. Les hommes de la place Tahrir étaient polis et accueillants pour toutes les femmes qui venaient manifester. J'ai parlé avec plusieurs femmes qui ont passé la nuit sur la place, en plein air ou dans des tentes, aux côtés d'hommes dont aucun ne faisait partie de leur famille. Aucune ne m'a dit s'être sentie menacée d'une quelconque façon. Pour beaucoup de ces femmes, moi y compris, cette absence totale de harcèlement sexuel a été une surprise – en fait une étude du Centre égyptien pour les droits des femmes (ECWR) datant de 2008 dit que pas moins de 83% des femmes égyptiennes ont été victimes de harcèlement sexuel. Notre expérience sur la place Tahrir nous a donné l'espoir que cette triste situation était en train de changer ». Yasmin Moll, anthropologue, réalisatrice du film « Les femmes de la place Tahrir »³⁴.

Environ 40% des personnes qui manifestaient sur la place Tahrir étaient des femmes. En plus de leur participation aux manifestations violentes, elles ont agi en porte-parole, organisé la fourniture de nourriture, de couvertures et d'aide médicale. Une particularité de la révolution égyptienne a été la mobilisation progressive des femmes ordinaires, qui n'avaient aucun passé d'engagement politique. Elles se voyaient comme des agents du changement pour un avenir meilleur, une Égypte meilleure. Les femmes ont organisé en mars 2011 une manifestation, qui a coïncidé avec la Journée internationale de la femme, et où près d'un million d'entre elles se sont retrouvées. Parmi leurs revendications principales figuraient la participation des femmes à la nouvelle Constitution et les changements législatifs pour l'égalité hommes-femmes³⁵.

33 <http://www.economist.com/node/21532256>

34 <http://blog.goethe.de/transit/archives/27-What-Do-Pictures-Want-Imaging-Women-in-the-Egyptian-Revolution.html>

35 <http://www.guardian.co.uk/world/2011/mar/07/cairo-million-woman-march-called-for>

La violence fondée sur le genre

Le 9 mars 2011, les manifestants sont retournés sur la place Tahrir pour réitérer leurs appels à la liberté, à la justice et à l'égalité. L'armée a arrêté des dizaines de personnes. Les militants locaux ont raconté que les manifestantes placées en garde à vue ont été frappées et forcées de subir des « tests de virginité »³⁶. Les femmes ont été menacées d'accusations de prostitution si elles n'étaient pas vierges³⁷. En décembre 2011, des photos et des vidéos des forces de sécurité en train de frapper et de déshabiller la « femme au soutien-gorge bleu » a choqué le monde entier, avant d'entrer dans l'iconographie de la Transition³⁸.

Les violences sexuelles contre les femmes ont atteint des proportions désastreuses au cours des manifestations organisées pour célébrer le deuxième anniversaire de la révolution aux alentours de la place Tahrir, avec des cas de viol en réunion et de harcèlement collectif. Alors que les ONG égyptiennes de société civile ont enregistré 23 cas de viol en réunion pour les seules journées du 25 et 26 janvier 2013³⁹, de nombreux cas de violences sexuelles ont été relevés au cours des deux dernières années, signe que ces attaques contre les femmes prennent un tour systématique. Le schéma de ces viols en réunion organisés suit généralement une même tactique, isoler les victimes potentielles, éloigner les personnes qui cherchent à les secourir en prétendant être là pour les protéger, avant de pousser les femmes de force dans des ruelles désertes pour abuser d'elles⁴⁰, ce qui révèle une stratégie politique et sociale délibérée, visant à effrayer les femmes et à leur faire honte, afin de les empêcher de participer à la construction du nouveau système politique égyptien⁴¹.

Redevabilité

L'un des principaux défis est d'obtenir que les responsables des violations soient tenus de rendre compte de leurs actes. Des milliers de femmes ont défilé pour protester contre les « tests de virginité » et la violence des coups de pieds et du passage à tabac de « la femme au soutien-gorge bleu ». Toutefois, les membres de la section féminine des Frères musulmans, les Sœurs, ont dénoncé la manifestation. Elles ont désigné les femmes qui défilaient comme des agents manipulés par l'étranger, une assimilation souvent reprise par les militaires et les Frères musulmans pour déconsidérer le mouvement de mécontentement des femmes.

36 <http://www.economist.com/node/21532256?frsc=dg%7Ca>

37 <http://www.humanrightsfirst.org/2011/11/02/women-continue-to-struggle-during-post-arab-spring-transitions/>

38 <http://news.nationalpost.com/2011/12/20/beatings-of-blue-bra-woman-reignites-egyptian-protests/>

39 <http://www.elaph.com/Web/news/2013/2/790260.html?entry=Egypt#sthash.WK4GkPvE.dpbs>

40 <http://www.elaph.com/Web/news/2013/2/790260.html?entry=Egypt#sthash.WK4GkPvE.dpbs>

41 <http://www.france24.com/en/20130203-cairo-gang-rape-video-women-rights-protest-egypt-politics-tahrir-square>

L'héritage d'impunité laissé par l'ex-dictateur Hosni Moubarak et le SCAF (Conseil suprême des Forces armées) a, semble-t-il, été reçu de bonne grâce par le gouvernement de Mohammed Morsi : à ce jour, aucune enquête sérieuse n'a été menée, et aucun des coupables présumés n'a eu à rendre compte de ses actes devant la justice⁴².

Constitution et législation relative à l'égalité hommes-femmes

Un autre défi majeur est d'inscrire le respect des droits des femmes, la non-discrimination et l'égalité hommes-femmes dans le programme sociopolitique dont ils sont pour le moment absents. L'ex-première dame, Suzanne Moubarak, a contribué à faire passer la loi qui interdit les mutilations génitales et celle qui permet aux femmes d'accéder à la fonction de magistrat. Ces lois sont toujours en vigueur, mais elles sont décriées par ceux qui associent les droits des femmes à l'ancien régime. C'est regrettable, dit Hoda Badran, responsable de l'Alliance pour les femmes arabes. « *Ce ne sont pas les lois de Suzanne Moubarak. Elle a donné un coup de pouce vers la fin, mais c'est nous qui avons fait le travail* »⁴³.

Les groupes de femmes égyptiennes ont été très véhéments et ont organisé des pétitions et des conférences sur les droits des femmes dans la Constitution.

Les membres du Conseil qui ont pris les décisions concernant la nouvelle Constitution étaient tous des hommes. Les médias arabes ont (peut-être par inadvertance) renforcé l'approche 100% masculine de la Constitution. Par exemple, le long article d'Hesham Sallam intitulé « Retour de la politique identitaire » examine en détail les arguments pour et contre les amendements de la Constitution. Il y est fait mention de groupes confessionnels et laïcs, *mais les femmes ne sont jamais citées*⁴⁴.

La version finale de la nouvelle constitution, approuvée le 30 novembre 2012 par l'Assemblée constituante, fait de la Sharia la source principale de la législation, et ignore les droits dont jouissent les femmes à égalité avec les hommes en tant que citoyennes. Le préambule de la constitution dispose que « l'égalité et l'égalité des chances sont reconnues à tous les citoyens, hommes et femmes, sans discrimination, népotisme ni traitement préférentiel, en matière de droits et de devoirs ». Toutefois, la garantie de non-discrimination sans considération de sexe n'est pas incluse dans les clauses mêmes de la constitution, si bien que le principe d'égalité entre les hommes et les femmes énoncé dans le préambule n'est pas suivi d'effet⁴⁵. Les seules références aux droits des femmes, dans ce projet de constitution, s'inscrivent dans le cadre de la religion et de la famille⁴⁶.

42 [http://www.amnesty.org/en/news/egypt-impunity-fuels-sexual-violence-2013-02-06;](http://www.amnesty.org/en/news/egypt-impunity-fuels-sexual-violence-2013-02-06)
<http://english.ahram.org.eg/NewsContent/1/64/72066/Egypt/Politics-/Torture-and-impunity-continue-in-Egypt-Amnesty-.aspx>

43 <http://www.economist.com/node/21532256>

44 <http://www.jadaliyya.com/pages/index/1728/reflections-on-egypt-after-march-19>

45 <http://reliefweb.int/report/egypt/un-expert-group-encourages-review-egypt's-draft-constitution-concerning-equality-and>

46 <http://www.amnesty.org/en/news/egypt-s-new-constitution-limits-fundamental-freedoms-and-ignores-rights-women-2012-11-30>

Elections

L'une des premières mesures prises par les dirigeants égyptiens après le renversement du président Moubarak a été de supprimer, en mai 2011, le quota de sièges réservés pour les candidates, introduit pour la première fois en 1979⁴⁷. Pour les élections qui se sont déroulées après la révolution, 376 femmes se sont présentées, soit un tiers des candidats. Toutefois, le nombre de femmes au Parlement a chuté à 9, par rapport à 68 dans le Parlement précédent, sur un total de 508 membres. C'est en partie à cause le fait que les dirigeants des partis ont mis les femmes en fin de listes de candidates où elles n'avaient pratiquement aucune chance d'être élues⁴⁸. Après les premières élections, les Frères musulmans et les salafistes ultraconservateurs contrôlent plus de 70% des sièges au Parlement.

Les femmes recherchent leurs propres solutions pour participer à la vie politique. « Gigi » a pris un caméscope pour enregistrer la pauvreté et les injustices sociales dans son pays. Elle fait savoir que « les femmes veulent que leurs droits soient respectés en matière de divorce, de maternité et de droit de garde des enfants ». L'animatrice de télévision Bothaina Kamel a décidé de se présenter aux élections présidentielles. « Les gens viennent me voir, dit-elle, et ils me demandent s'il est légal pour une femme de se présenter aux présidentielles. J'espère lancer une tendance, ouvrir une porte. Une jeune fille m'a envoyé un tweet: 'Vous nous donnez une chance de rêver' »⁴⁹.

A l'occasion de l'anniversaire de la révolution égyptienne, l'émission Newsnight de la BBC a diffusé un documentaire montrant de façon très complète les femmes égyptiennes un an plus tard. On y voyait entre autres une femme d'Alexandrie qui a mis en place un « Parlement des femmes » pour réagir au nombre très faible de femmes au Parlement. Par ce moyen, elle a réussi à attirer la couverture des médias internationaux⁵⁰.

47 <http://www.trust.org/trustlaw/news/egypts-women-flock-to-vote-but-risk-lacking-parliamentary-seats-campaigners/>

48 <http://www.ids.ac.uk/files/dmfile/INF30.pdf>

49 <http://articles.latimes.com/2012/feb/14/world/la-fg-egypt-women-20120215>

50 BBC Newsnight. Presenter Sue Lloyd Roberts. 15 February 2012.

Les femmes dans la révolution

« Les femmes ont pris en charge le rôle de l'Etat. Elles apportaient de la nourriture, conduisaient les blessés à l'hôpital, elles étaient infirmières, médecins, trésorières, elles vendaient leurs bijoux en or, elles transportaient des armes, elles fabriquaient des munitions chez elles, elles finançaient les combattants de la liberté », Shéhérazade Kablan, enseignante et militante née à Bengazi, présentatrice d'une émission sur la chaîne Free Lybia⁵¹.

Ce sont les femmes libyennes qui ont déclenché le soulèvement contre le dictateur Mouammar Kadhafi, le 15 février 2011. Les forces de sécurité de Kadhafi ont ouvert le feu sur les mères, les sœurs, les épouses et les filles qui manifestaient devant la prison d'Abou Salem pour connaître la vérité concernant les 1 200 détenus exécutés par Kadhafi en 1996.

Pendant la lutte pour chasser Mouammar Kadhafi, de nombreuses femmes libyennes dans le pays logés révolutionnaires, transporté des médicaments et des armes, fourni des informations logistiques à l'OTAN et aux troupes révolutionnaires et joué les porte-parole auprès des médias. Les femmes libyennes de la diaspora ont levé des fonds, envoyé des médicaments, écrit des blogs, des tweets et fait du lobbying. Des séquences sur YouTube montrent des femmes qui manifestent à Derna et demandent le départ de Kadhafi⁵². Au cours de l'émission de radio de Rana Jawad sur BBC World Service, « *Knitting in Tripoli* » (*Tricoter à Tripoli*), consacrée au mouvement de résistance et de lutte contre Kadhafi, une femme a raconté comment elle apportait régulièrement des munitions aux combattants de la résistance en les cachant dans son sac à main.

La transition en Libye - les principaux défis

« J'envoie ce tweet depuis une conférence ici en Libye, durant laquelle l'ancien dirigeant Abdel-Jalil est pris à partie par les femmes pour ses commentaires sur la polygamie. Une femme lui dit qu'elle a l'intention de devenir premier ministre et qu'elle n'a pas besoin de sa permission. La frustration chez les femmes libyennes est tangible. Elles ont joué un rôle clé pour le succès de la révolution, mais le gouvernement nouvellement formé ne les a pas représentées de façon appropriée dans ses nominations politiques et il ne les a pas associées aux délégations de haut niveau, ni aux réunions ou autres rôles de décision ». Farah Abushwasha, journaliste libyenne-irlandaise, chroniqueuse au Irish Times⁵³.

La Libye est en état de re-naissance pour ce qui est des institutions des droits de l'Homme et de la gouvernance. Il n'y a jamais eu plus de 2 femmes à un même moment dans le Gouvernement de transition, qui comprend selon le moment entre 30 et 60 personnes. Pendant la transition, les femmes ont mobilisé, formé des ONG, organisé des conférences, tenu des réunions dans tout le pays et mis en place des centres

51 <http://www.tripolipost.com/articledetail.asp?c=1&i=7425>

52 http://www.youtube.com/watch?feature=player_detailpage&v=URoAm8NT6Ts

53 One Voice, Conférence des femmes, novembre 2011.

destinés aux femmes. Elles ont fait du lobbying auprès des fonctionnaires et représentants politiques libyens et internationaux. Elles utilisaient principalement la radio et la télévision pour faire passer leur message, mais avaient aussi recours, dans une moindre mesure, aux mails, aux sites Internet, à Facebook et aux communications par Skype pour coordonner les efforts de plaidoyer⁵⁴.

Elles réclament la participation des femmes pour décider des nouvelles lois électorales, de la nouvelle constitution, des mesures et des changements nécessaires à tous les niveaux de la vie quotidienne, à propos par exemple de la violence et des traumatismes psychologiques causés aux femmes par la perte de membres de leurs familles.

La Constitution et la législation sur l'égalité des genres

A cette date, le Congrès national libyen n'a pas encore établi de Comité chargé de rédiger une nouvelle constitution, en raison de désaccords sur les modalités de sélection de ses membres. Certains souhaitent que les membres du Comité constitutionnel soient nommés par le Congrès national, alors que d'autres voudraient qu'ils soient élus⁵⁵.

Dans le but d'aider les femmes et les jeunes à définir des stratégies pour influencer le processus de rédaction de la constitution, Karama et la Plate-Forme des femmes libyennes ont organisé du 30 août au 1^{er} septembre 2012, à Tripoli, une séance de travail réunissant 37 militants libyens et deux membres du Congrès national général. Les participants sont tombés d'accord sur les recommandations à adresser au Congrès national libyen au sujet de l'indépendance du comité de rédaction de la constitution, en soulignant la nécessité de consulter des experts juridiques et des représentants de la société civile, et aussi de faire en sorte que le comité comporte au moins 30% de femmes⁵⁶.

Elections

Après la chute de Kadhafi, le Conseil national de transition (NTC) a créé un Comité électoral, composé de membres du NTC, dans le but de jeter les bases des premières élections démocratiques organisées en Libye depuis plus de 40 ans.

Dans la mesure où il n'a jamais participé à de telles élections auparavant, le peuple libyen n'a aucune expérience des actions positives à mener, par exemple, en faveur des femmes et des minorités. Le 1^{er} janvier 2012, une première version de la loi électorale a été présentée, fixant un quota de femmes de 10% seulement. Cette décision a été accueillie par des protestations et par des opérations de lobbying de la part de Voice of Libyan Women et de plusieurs autres ONG.

54 Le pourcentage d'utilisation d'Internet est de 5,5 % parmi la population libyenne dans son ensemble, et de moins de 2 % pour les femmes.

55 <http://www.middle-east-online.com/english/?id=56320>

56 <http://libyanwomensplatformforpeace.wordpress.com/2013/02/08/libyan-activists-issue-recommendations-on-the-constitutional-drafting-process/>

La loi interdisait aussi aux citoyens détenteurs de la double nationalité de se présenter aux élections, ce qui a été considéré comme injuste et a suscité de violentes protestations auprès des ONG et de la population en général. Une seconde version a donc été proposée, mais ce nouveau projet de loi supprimait purement et simplement les quotas, au motif qu'ils n'avaient pas « le soutien de la majorité du peuple libyen ». Cette affirmation est fidèle à la vérité, pour la seule raison que la plupart des gens ne savent pas ce que sont les quotas, et que le terme a été dénigré dans les médias.

Ce n'est qu'après de nombreuses pétitions, protestations et création d'un comité alternatif qu'a été adopté le système de la « Zipper List », en partie inspiré par la Tunisie. Ce système permet aux femmes de figurer à la fois horizontalement et verticalement sur la liste, pour 80 des 200 sièges attribués aux partis politiques. A noter que le concept ne s'appliquait PAS aux 120 sièges individuels (dont un seul a été remporté par une femme).

Au total, 634 femmes se sont portées candidates aux élections, et les partis politiques étaient représentés à 44% par des femmes. Seules 32 femmes ont été élues au Parlement par le biais d'un parti politique. On ne comptait que 3% de femmes parmi les candidats individuels, soit 89 candidates en tout, et un seul siège est revenu à une femme, dans la ville de Bani Walid.

33 femmes ont donc été élues au Parlement, un pourcentage très encourageant de 17% . Plus encourageant encore est le fait que les votants étaient au nombre de 2,8 millions, dont 1,3 million de femmes. Dans la ville d'Obari, au sud du pays, 51% des électeurs étaient des électrices. Les femmes ont été très nombreuses à s'inscrire sur les listes électorales, ce qui est aussi un point important ; c'est l'une des raisons pour lesquelles les candidats individuels, de même que les partis politiques, ont mis davantage l'accent sur les questions relatives aux femmes, dans l'intention de s'attirer le soutien de l'électorat féminin. Par ailleurs, les femmes ont été fortement encouragées à voter – des bureaux de vote réservés aux femmes ont été ouverts, pour permettre aux conservatrices de voter dans de meilleures conditions, et les femmes étaient largement représentées parmi les assesseurs, les équipes de suivi et les médias.

La violence fondée sur le genre

Les associations caritatives libyennes rapportent que dans l'ouest du pays, en particulier dans les villes de Zawia et Misrata, ainsi qu'à l'est, dans la ville d'Ajdabiya, les soldats de Mouammar Kadhafi ont violé des femmes et des filles en présence de leurs pères et de leurs frères. Il est difficile de confirmer le nombre exact de cas de violences sexuelles pendant le conflit, et les médecins libyens suggèrent que la plupart des viols ont été gardés secrets, en raison des stigmates liés à ce type d'agression en Libye⁵⁷.

Dans un rapport présenté au Conseil de sécurité de l'ONU en novembre 2011, l'ancien procureur général de la Cour pénale internationale, Luis Moreno-Ocampo, affirme que « bien qu'il soit prématuré de tirer des conclusions à partir de chiffres précis, les informations et les preuves réunies à ce stade indiquent que des centaines de viols ont été commis pendant le conflit »⁵⁸.

57 <http://www.womenundersiegeproject.org/conflicts/profile/libya>

58 <http://www.icc-cpi.int/NR/rdonlyres/3FD60A16-9BE7-4BD3-A12D-65D93E96B455/283927/StatementICCProsecutorLibyaReporttoUNSC021113.pdf>

Bien que des travailleurs sociaux libyens affirment que des victimes de viol ont probablement été tuées par leur propre famille dans le cadre de prétendus « crimes d'honneur », il n'existe pas de données factuelles sur ce sujet. Il est clair toutefois que les stigmates que laissent aux survivantes ce type d'agression ont un impact non seulement sur elles, mais sur leurs familles et leurs communautés tout entières⁵⁹. L'association caritative World for Libya a incité des imams de l'autre côté de la frontière, en Tunisie, à proclamer dans leurs sermons que le viol n'est pas une faute imputable à la victime, et d'autres organisations et militant(e)s s'efforcent de lutter contre les stigmates sociaux liés au viol en organisant des manifestations, en levant des fonds et en sensibilisant l'opinion.

Le 13 février 2013, « The Voice of Libyan Women » a encouragé les Libyens à participer à la journée internationale contre la violence domestique (International Purple Hijab Day), un événement qui a mobilisé des musulmans et des musulmanes du monde entier, invités à protester ensemble contre les violences domestiques⁶⁰. Les femmes d'Ajdabiya ont commémoré cette journée en organisant plusieurs conférences dans les écoles secondaires afin d'informer les jeunes filles sur cette journée et d'éveiller les consciences sur le statut des femmes dans la société⁶¹.

Redevabilité

En novembre 2012, l'ancien Premier ministre Al Baghdadi al-Mahmoudi a comparu devant la justice pour corruption et incitation au viol collectif pendant la révolution de 2011⁶². C'est le deuxième procès de l'histoire du viol et des violences sexuelles pendant un conflit devant un tribunal national⁶³.

La procureure de la Cour pénale internationale, Fatou Bensouda, a rappelé dans une déclaration de novembre 2012 que ses collègues et elle-même continuaient de « collecter des informations sur les allégations de viols et de violences sexuelles, visant les hommes comme les femmes ». A cette occasion, elle a également appelé le nouveau gouvernement libyen à faire en sorte qu'il n'y ait « pas d'amnistie pour les crimes internationaux, et pas d'impunité pour ces crimes, sans considération de l'identité des coupables et des victimes »⁶⁴.

Un système de compte rendu, confié au ministère des Femmes et des Affaires sociales, a été institué par le NTC, afin de donner aux victimes de viol la possibilité de se faire connaître. Toutefois, les stigmates liés aux violences sexuelles et les menaces de représailles physiques peuvent empêcher les femmes de rapporter les crimes dont elles ont été victimes⁶⁵.

59 Mentionné par Alaa Murabit, fondatrice de l'organisation « The Voice of Libyan Women ».

60 http://www.thelibyainitiative.org/en/index.php?option=com_content&view=article&id=98:how-to-mark-international-purple-hijab-day-against-domestic-violence&catid=1:news-from-libya&Itemid=25

61 <https://www.facebook.com/TheVoiceOfLibyanWomen>

62 <http://ca.reuters.com/article/topNews/idCABRE8AB0KQ20121112?pageNumber=1&virtualBrandChannel=0>

63 http://www.stopraineinconflict.org/ending_impunity_in_libya

64 <http://www.un.org/apps/news/story.asp?NewsID=43435#>

65 <http://www.womenundersiegeproject.org/conflicts/profile/libya>

Les femmes dans la révolution

« Dans une société orientale comme celle de la Syrie, les femmes ont bénéficié de leur statut social, ce qui leur a permis de jouer un rôle important pendant les premiers mois de la révolution, parce que les forces de sécurité y regardaient à deux fois avant de les attaquer de front. Cette situation a incité les femmes à servir de bouclier humain pendant les manifestations, pour empêcher les forces de sécurité, dans toute la mesure du possible, d'atteindre les jeunes gens et de les faire prisonniers. Néanmoins, cela n'a pas empêché les femmes d'être arrêtées en de nombreuses occasions. » Une jeune militante syrienne, Nour⁶⁶.

La contribution des femmes syriennes à la révolution n'était pas un moyen de se substituer aux hommes ou de rivaliser avec eux. Depuis le tout début de la révolution, les femmes ont cherché à imposer leur existence parallèlement à celles des hommes : elles criaient et vociféraient avec les manifestants, et se lamentaient en accompagnant les martyrs jusqu'à leur lieu de sépulture. Elles taguaient les murs pendant les manifestations, et barraient la route aux forces de sécurité et aux milices fidèles au régime. Des Syriennes de toutes sensibilités, de classes sociales et d'origines géographiques différentes, ont participé aux épisodes révolutionnaires ; les villageoises et les citadines avaient des activités différentes⁶⁷ et des mères au foyer se rangeaient aux côtés des militantes, des étudiantes, des médecins, des avocates, des personnalités politiques ou d'autres, sans qu'aucune différence ne soit faite entre les femmes voilées et les femmes non voilées. Elles ont travaillé ensemble pour apporter de l'aide aux victimes, elles ont prodigué des soins et fourni des médicaments aux blessés, transmis des informations sur les manœuvres de l'armée et des forces de sécurité, elles ont préparé des repas et les ont distribués aux plus démunis.

Les femmes syriennes ont également contribué de manière significative aux campagnes de promotion de la paix nationale, et insisté sur la poursuite et la réactivation des mouvements civiques, et en particulier les campagnes lancées par Rima Dali et son slogan: « Arrêtez le massacre. Nous voulons construire une patrie pour tous les Syriens ». Les femmes et les filles syriennes avaient aussi un message personnel à faire passer pendant les manifestations. Parmi les différentes pancartes traduisant la volonté de liberté des femmes, on notera celle que brandissait une toute jeune fille, annonçant : « Quand je serai grande, je serai la première femme présidente de la République arabe de Syrie ». Une autre bannière proclamait : « En Syrie, le *taa*⁶⁸ n'est plus attaché, le *taa*' est libre, libre, libre ». Comme on pouvait s'y attendre, cette vaste et diverse participation des femmes syriennes à une volonté de changer de régime et à un vibrant appel à la liberté, à la justice et à la dignité, de même que la durée et la persistance des manifestations et l'enracinement profond de la révolution au fil du temps, leur a valu d'être victimes de toutes

66 Les noms complets de certains militants, à leur demande, ne figurent pas dans ce texte.

67 Les villageoises distribuaient des brochures et rapportaient en secret les événements aux organes de coordination, tandis que les citadines participaient aux manifestations et aux réunions publiques dès le début de la révolution.

68 Le *taa*' est la marque du féminin dans la langue arabe. Il est matérialisé par un caractère spécifique placé (« attaché ») à la fin d'un mot.

sortes de violences, arrestations, enlèvements⁶⁹, torture, viols⁷⁰ ou assassinats.

En soulignant le rôle des Syriennes dans la révolution, leurs activités et les difficultés auxquelles elles devaient faire face, les médias ont grandement contribué à leur visibilité. Les chaînes de télévision, notamment Al Arabiya, MBC et Al Jazeera, ont diffusé des reportages sur les différentes actions d'opposition menées par des militantes syriennes contre le régime.⁷¹ Les femmes ont également fait bon usage de l'espace de liberté que leur offrait Internet, et en particulier Facebook et les blogs suscités par la révolution, pour dénoncer les violations auxquelles elles étaient soumises⁷².

Les réfugiées syriennes hors de Syrie

Les violations des droits des femmes ne s'arrêtaient pas aux frontières, elles poursuivaient les femmes jusque dans les camps où elles avaient trouvé refuge. Dans ces camps, la nouvelle a couru que des jeunes filles mineures étaient mariées de force à des adultes de plus de 40 ans. Des campagnes ont été lancées pour protester contre ce phénomène, avec pour slogan : « *Réfugiées, pas captives* ». Par ailleurs, plusieurs articles de presse se sont opposés à ces mariages forcés, mais la couverture médiatique n'a pas été suffisante à la télévision, bien trop préoccupée par les nouvelles du conflit armé en Syrie, qui gardaient la première place. On a pu voir la photo de deux petites filles portant une pancarte qui disait : « *Nous ne voulons pas devenir les enfants d'un homme qui dégrade notre mère en disant qu'il l'a sauvée d'un camp de réfugiés* »⁷³.

La Syrie se prépare à la phase de transition – les principaux défis

Le Conseil national syrien, créé en août 2011, apparaissait antérieure comme l'une des institutions les plus importantes de la scène syrienne et l'alternative la plus crédible face au régime en place. Toutefois, ce Conseil a été une source de désappointement sur le plan de la représentation féminine : le nombre de femmes s'élevait à 3 sur un total de 36 membres lors de la phase initiale. Ce nombre a ensuite été porté à un maximum de 24 membres féminines sur un total de 200 membres⁷⁴, malgré le fait que le Conseil, au cours de sa première Assemblée générale en Tunisie,

69 D'après le Centre de Documentation des Violations en Syrie, le nombre de femmes et de jeunes filles détenues dans les prisons du régime syriens étaient de l'ordre de 400, et le nombre de tuées se montait à 2098. Toutefois, il n'existe aucune statistique sur le nombre de femmes enlevées.

70 Le viol est la plus haineuse des violations commises à l'égard des femmes en Syrie. Quelques femmes ont témoigné de viols commis par des membres de l'armée. Beaucoup ont été tuées par leur violeur, voire par leurs propres parents (en raison de la honte supposée rejaillir sur la famille). Au 5 mars 2013, nous n'avons eu d'aucune estimation sur le nombre total de femmes victimes de viol en Syrie. Toutefois, le site de Women Under Siege a publié une carte des agressions sexuelles en Syrie : <https://womenundersiegesyria.crowdmap.com/> et, sur cette base, on dénombre 136 cas de ce genre.

71 La chaîne Al Arabiya a présenté un reportage sur la révolte des femmes de Daraya, qui réclamaient la libération des détenues : <http://www.youtube.com/watch?v=2TOiBTMuUFA>; la chaîne MBC a diffusé un autre reportage, qui souligne le rôle joué en coulisses par les femmes de Damas dans l'organisation des manifestations contre le régime, auxquelles elles ont apporté divers messages et idées : <http://www.youtube.com/watch?v=OjAzUeyILB0>; un reportage de la chaîne Al Jazeera était consacré à un groupe de femme de la ville de Hama portant des masques sur le visage pour ne pas être identifiées par le régime, occupées à poursuivre leur travail en envoyant via Facebook des invitations à manifester sur les places publiques : <http://www.youtube.com/watch?v=PhrG78VBixY&feature=related>

72 Plusieurs femmes ont apporté leur témoignage via YouTube à propos de leur viol, et plusieurs d'entre elles avaient le visage entièrement couvert, sauf les yeux, de peur d'être reconnues. Un reportage de la chaîne Al Jazeera a proposé un sujet consacré au viol d'une femme en Jordanie où elle avait trouvé refuge : <http://www.youtube.com/watch?v=6JpTXRqqZ98>

73 <http://arabic.cnn.com/2012/hiaw/9/27/Syrian.women.refugee/>

74 <http://www.dw.de/المرأة-السورية-دور-فعال-خلال-الثورة-ومستقبل-غامض-في-سوريا-الغد/a-16278736-1>

avait décidé de faire passer la participation des femmes (au sein de ses instances, comités et bureaux) à 30% - mais la décision est restée lettre morte à ce moment-là. Selon Marah Al-Biqai, militante féministe, « *L'ex-président du Conseil national syrien, le Dr. Burhan Ghalyun, n'était pas disposé à donner aux femmes syriennes en lutte le droit de jouer un rôle important dans la conduite de l'opposition syrienne* »⁷⁵.

Ru'a Taweel, militante syrienne, déclare : « *Nous craignons la suppression des droits des femmes syriennes à court terme, si de nouvelles mesures ne sont pas prises pour reconnaître les femmes comme des moteurs importants de la révolution syrienne et comme des participantes majeures du processus de construction d'une nation démocratique libre, qui garantira leur droit de se libérer de l'oppression sociale et politique dont elles ont été victimes ad infinitum. Nous devons prendre des mesures sérieuses pour rétablir l'équilibre des genres au sein de la société syrienne, afin d'assurer un meilleur avenir aux hommes comme aux femmes, à égalité* »⁷⁶. Ces inquiétudes sont légitimes, sachant que la question des droits des femmes a été l'un des points les plus controversés au sujet de la rédaction d'une nouvelle constitution, lors de la dernière discussion du « Day After Project »⁷⁷, qui s'est tenue entre janvier et juin 2012.

Ce sentiment des femmes syriennes d'avoir été marginalisées dans la phase de transition fait l'objet de nombreuses interventions sur les réseaux sociaux, notamment d'un article intitulé « Don't dream of democracy without women... Don't dream of freedom without women »⁷⁸, posté par Yahya Al-aous sur le site d'Al Thara.

Aucun des discours fondateurs rendus publics par des instances politiques susceptibles de prendre en charge la phase de transition⁷⁹ ne contenait le moindre programme d'avenir relatif à l'augmentation de la représentation des femmes et à la non-discrimination, pas plus qu'il ne garantissait l'égalité des hommes et des femmes dans tous les domaines de la vie.

La Coalition nationale syrienne des forces révolutionnaires et d'opposition (Syrian National Coalition for Syrian Revolutionary and Opposition Forces) a été constituée le 11 novembre 2012 à Doha, pour assurer le leadership des divers groupes d'opposition en Syrie⁸⁰. Malheureusement, la représentation des femmes au sein de cette coalition, avec seulement 3 femmes sur les 60 membres dirigeants, n'est pas à la hauteur de leurs attentes, et fait l'impasse sur leur participation active à la lutte contre le régime de Bashar al-Assad depuis le début du conflit⁸¹.

75 <http://woneews.net/ar/index.php?act=post&id=1307>

76 Interview par Rula Asad, journaliste syrienne indépendante et militante des droits des femmes.

77 <http://www.usip.org/the-day-after-project>

78 Dans son article (« Ne rêvez pas de démocratie sans les femmes, ne rêvez pas de liberté sans les femmes »), Yahya fait remarquer l'émergence d'un nouveau mouvement féministe syrien, marqué par des convictions islamistes, qui se soucie assez peu des revendications des femmes en faveur de leurs droits et libertés. Les mouvements féministes traditionnels prennent acte de ces divergences et délivrent à l'attention de divers partis, islamistes compris, des messages qui soulignent la détermination des femmes à jouer un rôle dans l'avenir de leur pays. <http://www.thara-sy.com/TharaEnglish>

79 Comme le Conseil national kurde et le Forum démocratique.

80 La coalition est dirigée par un président, Moaz al-Khatib, ancien imam de la mosquée omeyyade de Damas, assisté de deux vice-présidents; Suhair al-Atassi, militant laïc des droits de l'homme, cofondateur et ex-membre de la Commission générale de la Révolution syrienne, et Riad Seif, ancien homme d'affaires et dissident politique de longue date. <http://www.bbc.co.uk/news/world-middle-east-15798218>; <http://carnegie-mec.org/publications/?fa=48619>; <http://carnegie-mec.org/publications/?fa=50018>

81 <http://www.foreignaffairs.com/articles/139038/fotini-christia/how-syrian-women-are-fueling-the-resistance>

Le rôle des femmes n'est pas mentionné dans le cadre directeur de la Coalition nationale, intitulé « Initiative nationale syrienne » et publié le 1^{er} novembre 2012⁸². Les questions relatives aux droits des femmes, toutefois, ont été prises en compte dans les documents de la conférence du Caire qui ont fait l'objet d'un accord en juillet 2012, et qui soulignent la vision politique commune de l'opposition syrienne en ce qui concerne les défis à relever pendant la période de transition et la base constitutionnelle indispensable à l'avenir de la Syrie. Par exemple, il est dit qu'une nouvelle constitution pour le pays doit stipuler que « le peuple syrien est un seul peuple, dont la texture a été établie pendant toute son histoire sur l'égalité pleine et entière de tous ses citoyens, sans considération de leur origine, de leur couleur de peau, de leur sexe, de leur langue, de leur ethnie, de leur opinion politique, de leur religion ou de leur secte, sur la base de leur appartenance nationale », et que « les femmes sont à égalité avec les hommes, et il n'est pas possible de remettre en cause leurs acquis en ce qui concerne l'un quelconque de leurs droits »⁸³.

La violence fondée sur le genre

La guerre et l'instabilité ont provoqué une augmentation des violations envers les femmes au sein même de la famille, aussi bien en Syrie que dans les camps de réfugiés situés en dehors du pays. L'important travail de documentation de ces violations a été le plus souvent délaissé au profit des nécessités de l'aide d'urgence.

D'après les premières conclusions de « Women under Siege » sur les violences sexuelles en Syrie⁸⁴, on peut penser que des milliers de femmes ont été victimes de viol, de tortures sexuelles, et même de meurtre depuis le début du conflit, en mars 2011. Dans 42% des cas, les victimes ont sans doute été attaquées par plusieurs personnes. Ces conclusions démontrent également que 20% des victimes répertoriées sont des hommes ; les agressions ont principalement pour cadre les structures de détention. Ces attaques, en majorité, aussi bien sur les hommes que sur les femmes, ont été commises par des agents du gouvernement et par les milices (shabiha)⁸⁵. De l'avis des groupes de défense des droits de l'Homme et des victimes elles-mêmes, le viol est utilisé par le gouvernement comme une arme de guerre pour effrayer l'opposition⁸⁶.

Dans le rapport publié en janvier 2013 par l'IRC (International Rescue Committee), « Syrie : une crise régionale », il est dit clairement que les violences sexuelles sont parmi les principales raisons qui ont poussé beaucoup de Syriens et de Syriennes à chercher refuge au Liban et en Jordanie. Pourtant, une fois arrivés dans les camps de réfugiés, ils ne reçoivent pas les soins dont ils ont besoin, en raison du manque de services médicaux et de structures de conseil⁸⁷. Les femmes et les enfants qui vivent dans des camps sont très souvent battus et agressés en raison du stress psychologique. Les jeunes filles sont privées du droit à l'éducation : elles ne fréquentent pas les écoles situées dans les camps, par peur d'être victimes de viol ou de harcèlement sexuel. Dans le même temps, on note une augmentation des cas avérés de mariage forcé de filles et de femmes⁸⁸.

82 <http://carnegie-mec.org/publications/?fa=49872>

83 <http://othersuns.wordpress.com/2012/07/06/syria-the-final-statement-for-the-syrian-opposition-conference/>

84 Women under Siege appuie ses conclusions sur 117 comptes rendus de violences sexuelles, reçus entre mars 2011 et juillet 2012.

85 <http://www.womenundersiegeproject.org/blog/entry/the-ultimate-assault-charting-syrias-use-of-rape-to-terrorize-its-people>

86 <http://www.telegraph.co.uk/news/worldnews/middleeast/syria/9296135/Syria-using-rape-as-weapon-against-opposition-women-and-men.html>

87 <http://www.rescue.org/sites/default/files/resource-file/IRCReportMidEast20130114.pdf>

88 <http://www.rescue.org/sites/default/files/resource-file/IRCReportMidEast20130114.pdf>

Pour un complément d'information sur les violences fondées sur le genre auxquelles sont confrontées les femmes syriennes, veuillez consulter l'intervention écrite intitulée « Violations graves et persistantes des droits des femmes dans le contexte du conflit en Syrie »⁸⁹, soumise au Conseil des Droits de l'Homme par le Réseau euro-méditerranéen des Droits de l'Homme (REMDH) et le Cairo Institute for Human Rights Studies (CIHRS) le 10 mai 2013.

⁸⁹ http://www.euromedrights.org/fra/wp-content/uploads/2013/05/NGO_WI_Womens-rights-Syria_HRC23_FR.pdf

Remerciements

Ces annexes ont été compilées et rédigées par Lesley Abdela, qui s'est chargée de la réalisation de ces annexes et des recherches afférentes, conjointement avec le Groupe de travail Genre/Droits des femmes du REMDH⁹⁰ et le département Communication du Réseau. Les sections de l'annexe 5 portant sur la Syrie et la Libye ont été compilées et rédigées par Rula Asad et Alaa Murabit.

90 Les membres du GT Genre/Droits des femmes sont : Collectif 95- Maghreb Egalité et Association tunisienne des Femmes démocrates (ATFD), Tunisie ; Ligue des droits de l'homme (LDH) et Fédération Nationale Solidarité Femmes (FNSF), France ; Association Marocaine des Droits Humains (AMDH) et Association démocratique des Femmes du Maroc (ADFM), Maroc ; Adalah, The Legal Center for Arab Minority Rights in Israel, Israël, Women's Centre for Legal Aid and Counseling (WCLAC), Palestine ; Human Rights Centre, University of Essex, Royaume-Uni ; Association Européenne pour la défense de Droits de l'Homme (AEDH) ; Centre Libanais des Droits Humains (CLDH), Liban ; Committees for the Defense of Democracy Freedoms and Human Rights in Syria (CDF), Syrie ; Kvinna till kvinna (KtK), Suède ; The Danish Center for Research on Women and Gender (KVINFO), Danemark ; Tapri Mediterranean Studies Project, Finlande ; Cairo Institute for Human Rights Studies (CIHRS) ; New Woman Foundation (NWF), Egypte ; Amman Centre for Human Rights Studies (ACHRS), Jordanie ; Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH) et Association for Cooperation in the South (ACSUR), Espagne.

2012 | Où sont les FEMMES ?

Guide pratique pour les professionnels/professionnelles des médias
couvrant les transitions politiques dans le monde arabe

Ce rapport est publié grâce au généreux soutien de l'Union européenne, AECID (l'Agence espagnole pour la Coopération internationale), DANIDA (l'Agence danoise de développement international) et SIDA (l'Agence suédoise de développement international). Le contenu de ce Rapport appartient au Réseau euro-méditerranéen des droits de l'Homme et ne peut en aucun cas être perçu comme reflétant la position de l'Union européenne, AECID, DANIDA ou SIDA.



EURO-MEDITERRANEAN HUMAN RIGHTS NETWORK
RÉSEAU EURO-MÉDITERRANÉEN DES DROITS DE L'HOMME
الشبكة الأوروبية - المتوسطية لحقوق الإنسان



Vestergade 16 - 1456 Copenhagen K – Danemark
Téléphone : + 45 32 64 17 00 - Télécopie : + 45 32 64 17 02
info@euromedrights.net - www.euromedrights.org

© Copyright 2013 Réseau euro-méditerranéen des droits de l'homme